

Tejang Chakma



En Inde, 705 groupes ethniques sont reconnus comme des tribus répertoriées (*Scheduled Tribes*). Dans le centre de l'Inde, les tribus répertoriées sont généralement appelées *Adivasis*, ce qui signifie littéralement peuples autochtones.¹ Avec une population estimée à 104 millions d'habitants, elles représentent 8,6% de la population totale. Il existe cependant de nombreux autres groupes ethniques qui pourraient prétendre au statut de tribu inscrite mais qui ne sont pas reconnus ci-dessus; en conséquence, les estimations du nombre total de groupes tribaux sont supérieures à celles du chiffre officiel.

Les plus grandes concentrations de peuples autochtones se trouvent dans les sept États du nord-est de l'Inde et la soi-disant «ceinture tribale centrale» qui s'étend du Rajasthan au Bengale occidental.

L'Inde a plusieurs lois et dispositions constitutionnelles, telles que la cinquième annexe (*Fifth Schedule*) pour le centre de l'Inde et la sixième annexe (*Sixth Schedule*) pour certaines régions du nord-est de l'Inde, qui reconnaissent les droits des peuples autochtones à la terre et à l'autonomie.

Les lois visant à protéger les peuples autochtones présentent de nombreuses lacunes et leur mise en œuvre est loin d'être satisfaisante.

Le gouvernement indien a voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) à la condition que, depuis l'indépendance, tous les Indiens soient considérés comme autochtones.

Dans le même temps, le gouvernement de l'Inde utilise de plus en plus l'expression «populations autochtones». Par exemple, par une notification datée du 27 septembre 2018, le gouvernement indien a créé un comité de haut niveau pour examiner les «questions sociales, économiques, culturelles et linguistiques de la population autochtone de l'État de Tripura»².

Dans une évolution majeure, le gouvernement de l'Inde a utilisé les termes «populations autochtones des États du Nord-Est» lors de l'introduction du projet de loi d'amendement de la citoyenneté dans le Lok Sabha (chambre basse du Parlement). L'article 10 de l'énoncé des objets et des motifs du projet de loi prévoit ce qui suit:

«10. Le projet de loi vise en outre à protéger la garantie constitutionnelle accordée aux populations autochtones des États du Nord-Est couvertes par la sixième

annexe à la Constitution et la protection statutaire accordée aux zones couvertes par le système «Inner Line» du Bengal Eastern Frontier Regulation, 1873 ».

Il s'agit d'une évolution majeure en termes de reconnaissance officielle des populations autochtones.

Évènements en 2019

Droits juridiques et évolution des politiques

Le 28 février 2019, la Cour suprême de l'Inde a suspendu son ordonnance du 13 février ordonnant à 21 gouvernements des États d'expulser plus d'un million de tribus et d'habitants des forêts et de leurs familles dont les réclamations concernant les terres forestières avaient été rejetées par les autorités en vertu de la Loi sur les tribus répertoriées et autres habitants traditionnels des forêts (reconnaissance des droits forestiers) (*Scheduled Tribes and Other Traditional Forest Dwellers (Recognition of Forest Rights Act- FRA)*, 2006.

L'ordonnance du 13 février est intervenue en réponse à des pétitions menées par des groupes de conservation de la faune, qui affirmaient que toute personne dont la demande de FRA avait été rejetée était un «empiéteur/encroacher» et devait être expulsée.

L'ordonnance de sursis a été prononcée après que le gouvernement fédéral eut mené un plaidoyer en vue de modifier l'ordonnance du 13 février déclarant que la FRA était une législation «bénéficielle» et qu'elle devrait être interprétée de manière libérale pour aider les tribus et les habitants des forêts qui :

«sont personnes extrêmement pauvres et illettrées et mal informées de leurs droits et procédures en vertu de la loi. Ils vivent dans des zones reculées et inaccessibles de la forêt. Il leur est difficile de justifier leurs allégations devant les autorités compétentes.»³

Le sujet est en instance avec sursis. Néanmoins, un total de 1.753.497 tribaux et habitants des forêts dont les demandes ont été rejetées au 31 juillet 2019, selon les données du ministère des Affaires tribales de l'Union⁴, restaient menacés d'expulsion.

L'Inde élabore une Politique forestière nationale depuis 2018 au milieu des protestations des peuples autochtones.

Le 19 juillet, le ministre d'État de l'Union au ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique (MoEFCC), Babul Supriyo, a informé le Parlement qu'«*aucun délai n'a été fixé pour l'adoption de la nouvelle politique forestière nationale*» et pour l'instant « la politique forestière nationale de 1988 est en vigueur ». Le ministre a déclaré que le MoEFCC avait préparé le projet de politique forestière nationale 2018 en tant que révision de la version de 1988 dans le but fondamental de :

« conserver, protéger et gérer les forêts ainsi que de sauvegarder les intérêts des tribus et des populations tributaires des forêts ».

Cependant, les experts ne sont pas d'accord avec l'affirmation du gouvernement selon laquelle le projet de la nouvelle politique forestière nationale vise à protéger les intérêts

des habitants des forêts et des populations tribales⁶, et une alerte rapide a été soumise au Comité des Nations Unies sur la Élimination de toute discrimination raciale par IWGIA.

En Assam, le gouvernement de l'État a publié le 31 août le Registre National des Citoyens (NRC). Sur un total de 33 027 661 demandeurs, les noms de 31 121 004 personnes ont été inclus et 1 906 657 personnes ont été omises. Selon les estimations, plus de 100 000 tribaux qui sont les premiers habitants d'Assam ont été exclus du NRC controversé⁷.

Le 21 octobre, le gouvernement d'Assam a approuvé la «*Politique foncière d'Assam-2019*» afin de répondre à divers problèmes auxquels sont confrontés les peuples autochtones de l'État, en particulier en ce qui concerne la terre. La nouvelle politique était fondée sur les recommandations du «*Comité pour la protection des droits fonciers des peuples autochtones*» constitué par le gouvernement de l'État en 2017. Dans son rapport, cependant, le comité a laissé la définition des peuples autochtones ouverte à interprétation⁸.

Plus tôt en juillet, le ministère de l'Intérieur de l'Union avait mis en place un comité de haut niveau pour concevoir un mécanisme de mise en œuvre de la clause 6 de l'accord d'Assam de 1985, qui prévoit des «*garanties constitutionnelles, législatives et administratives*» pour le peuple assamais⁹. Le comité de niveau doit encore soumettre son rapport.

Le 15 novembre, le gouvernement central a retiré le projet controversé de Loi sur les forêts indiennes (amendement) de 2019. Dans un communiqué de presse, le ministre de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique, Prakash Javadkar, a déclaré:

*«Nous retirons complètement le projet d'amendement à la Loi sur les forêts indiennes pour éliminer toute appréhension, les droits tribaux seront pleinement protégés et ils continueront d'être la partie prenante importante du développement forestier».*¹⁰

Le projet de loi d'amendement déposé en mars 2019 par le gouvernement indien a été critiqué par les forêts des militants des droits de l'homme et des organisations tribales pour avoir autorisé des violations des droits des peuples autochtones.

Dans une décision importante, le 9 décembre 2019, la Haute Cour de Guwahati a ordonné l'expulsion de personnes non tribales et d'autres personnes «non habilitées à détenir des terres» dans les ceintures et blocs tribaux protégés en vertu du chapitre X de l'*Assam and Revenue Regulation Act 1886* en réponse à un litige d'intérêt public conduit sur la question.

Les autorités sont tenues d'expulser 101 723 non-tribaux de 389 705 *bighas* de terres dans la ceinture tribale et les blocs¹¹.

Dans une autre évolution positive, vers la fin de l'année, le 29 décembre, le gouvernement du Jharkhand a décidé de retirer tous les cas de poursuites enregistrés contre les tribus pendant le mouvement Pathalgadi et de protester contre les amendements à la Loi sur la location de Chotanagpur (CNT) et à la Loi sur la location de Santhal Paragana. (SPT). Cette décision est intervenue quelques heures à peine après

que Hemant Soren, un Adivasi, a prêté serment en tant que nouveau Premier Ministre du Jharkhand. Le mouvement Pathalgadi a commencé en 2017 lorsque des plaques de pierre et des enseignes ont été placées dans plus de 200 villages de Jharkhand, rejetant l'autorité du gouvernement central de l'Union ou des gouvernements des États dans ces villages. Les tribaux ont accusé le gouvernement de l'État de l'époque d'arracher les droits du peuple tribal en modifiant les lois CNT et SPT. Le gouvernement de l'État de l'époque a enregistré un total de 19 cas de sédition contre 150 personnes tribales.¹²

Violations des droits des peuples autochtones par les forces de sécurité

Les forces de sécurité sont restées responsables des violations des droits de l'homme tout au long de 2019, y compris la mort en détention et la torture de tribus. Parmi les cas illustratifs de décès de tribus en garde à vue, citons Ramkishore Gond (26) au poste de police de Vijayraghograph dans le district de Katni, Madhya Pradesh le 13 janvier¹³; Swamidin Baiga (32) au poste de police de Tala dans le district d'Umaria, Madhya Pradesh le 7 avril¹⁴; Leela Adivasi (50) au poste de police de Maharajpur dans le district de Sagar, Madhya Pradesh le 15 avril;¹⁵ et Pankaj Kumar Bek (30) au poste de police d'Ambikapur dans le district de Sarguja, Chhattisgarh le 21 juillet¹⁶.

Certains de ceux qui auraient été torturés en garde à vue comprenaient Peram Antony (25 ans) au poste de police de Tadepalli dans le district de Guntur, Andhra Pradesh du 26 au 30 mai;¹⁷ Anup Rabha (26 ans) au poste de police de Tangla dans le district d'Udalguri, Assam, le 5 août;¹⁸ R Babu (22), M Velu (29), S Ramu (30), V Velu (29), R Vijayakumar (30), V Shankar (30) et K Manikandan (35) au commissariat de police d'Ulundurpet dans le district de Kallakurichi, Tamil Nadu;¹⁹ et Aaditya Chouhan (18), Vikas (19), Yashwant Chouhan (20), Rahul Chouhan (18) et un mineur au poste de police de Nanpur dans le district d'Alirajpur, Madhya Pradesh.²⁰

Violations des droits des peuples autochtones par des groupes d'opposition armés

Les groupes d'opposition armés ont continué d'être responsables de violations flagrantes du droit international humanitaire en 2019, y compris des homicides. Les maoïstes ont continué à tuer des tribus innocentes accusées d'être «Informateurs de police», ou tout simplement pour ne pas avoir obéi à leurs diktats. La majorité des victimes ont été tuées par les «tribunaux populaires» *Jan Adalats* détenus par les maoïstes.

Certains des meurtres présumés des maoïstes en 2019 ont eu lieu dans le village de Kasansur à Gadchiroli, Maharashtra le 22 janvier;²¹ dans le village de Venas dans le district de Nabarangpur, Odisha le 11 février;²² dans le village de Lanji dans le district de Balaghat du Madhya Pradesh le 19 juin;²³ au village de Kukurkunda dans le district de Malkangiri, Odisha le 27 juin;²⁴ au village de Puttapadu dans le district de Sukma, Chhattisgarh le 10 juillet;²⁵ au village de Veeravaram dans le district de Visakhapatnam, Andhra Pradesh le 17 juillet;²⁶ dans le village de Kumkumpudi dans le district de Vishakapatnam, Andhra Pradesh;²⁷ dans les villages de Baskund et Gobardaha dans le district de Lakhisarai, Bihar;²⁸ entre autres.

Non-restauration des terres tribales aliénées

Il existe une pléthore de lois interdisant la vente ou le transfert de terres tribales à des non-tribaux et la restitution de terres aliénées aux propriétaires fonciers tribaux. Ces lois restent cependant inefficaces, non invoquées ou tentées de les affaiblir.

Il existe de nombreux cas de terres tribales aliénées acquises par des moyens frauduleux ou par la force qui restent à restituer aux propriétaires fonciers d'origine.

Ironiquement, le gouvernement, qui a promulgué des lois pour remettre ces terres à leurs propriétaires terriens d'origine, n'a pas réussi à les défendre devant les tribunaux. Par exemple :

- le 12 avril, la Haute Cour d'Orissa a jugé que la modification du règlement de 1956 sur le transfert de biens immobiliers dans les zones régulières d'Orissa (par les tribus répertoriées), adopté par l'assemblée de l'État en 2000, ne s'appliquerait pas rétroactivement²⁹.

- le 17 juillet, 11 tribus appartenant à la tribu *Gond* ont été tuées et 23 autres blessées lorsqu'un chef de village influent et ses hommes ont ouvert le feu de manière indistincte dans le village d'Umbha dans le district de Sonbhadra, Uttar Pradesh. Les tribus ont résisté à une tentative du chef du village, identifié comme Yagya Dutt, et de ses hommes de prendre possession de leurs terres, où ils vivaient depuis des générations. À la suite des tueries, la police a arrêté 65 des auteurs. Une équipe spéciale d'enquête (SIT) constituée par le gouvernement de l'État a trouvé des preuves montrant que les terres appartenaient aux tribus depuis la période précédant l'indépendance. Le SIT a également constaté que le terrain avait été illégalement enregistré au nom d'une société en 1955, puis transféré aux particuliers. Il a été révélé que les tribus avaient mené des plaintes lorsque la société a été formée, mais les autorités officielles n'ont pas tenu compte de leurs plaidoyers. En 2017, les familles tribales ont approché le magistrat du district de l'époque, mais leurs demandes ont été rejetées le 6 juillet, 12 jours avant les meurtres.³⁰ Le gouvernement de l'État a versé une indemnité de Rs 18 50 000 à la famille de chacun des défunts et Rs 6, 00 000 à chacune des victimes blessées³¹.

- En novembre 2019, lors d'une visite dans les villages de Dantewada, Jagdalpur et Kanker à Chhattisgarh, la Commission nationale des tribus répertoriées a constaté qu'un nombre important de populations tribales continuaient d'être affectées par les acquisitions foncières et l'accaparement des terres. dans l'État.³²

Au Mizoram, les tribus appartenant à la communauté minoritaire *Chakma* ont continué d'être ciblées. En décembre 2019, plus de 100 familles *Chakma* ont été expulsées de force du village de Kamalabagan près de Demagiri (Tlabung) dans le district de Lunglei par des officiers de l'appareil d'État à la demande d'entités non étatiques. Les villageois ont été contraints de fuir malgré que le village ait été enregistré lors du recensement de 1951.³³ Les familles vivaient à la fin de l'année dans un camp de secours temporaire mis en place par les ONG *Chakma* dans un village voisin.

Conditions des populations tribales déplacées à l'intérieur du pays

Le gouvernement n'a pas réussi à réhabiliter les tribus déplacées en raison des conflits et des projets de développement au fil des ans.

Des milliers de tribus *Bru (Reang)* ont continué à vivre dans des conditions déplorables dans les camps de secours à Tripura depuis leur déplacement du Mizoram en 1997. Le processus de rapatriement très bruyant des *Brus* vers le Mizoram est resté un échec en raison de la non-exécution des demandes des personnes déplacées. Afin de faire respecter le rapatriement, le gouvernement central a cessé de fournir des rations et de l'argent aux personnes déplacées dans les camps en octobre 2019. Le Forum des personnes déplacées *Bru* du Mizoram a affirmé que six personnes, dont des bébés, étaient décédées dans les camps en raison de la famine consécutive à la décision du gouvernement central.³⁴ Au moment de la rédaction de cet article, un accord avait été signé pour réinstaller les *Brus* déplacés à Tripura³⁵.

Les tribus déplacées en raison du conflit maoïste au Chhattisgarh attendent toujours d'être réhabilitées. En juillet 2019, le ministère des Affaires tribales de l'Union et la Commission nationale des tribus répertoriées (NCST) ont demandé au Chhattisgarh, à Telangana et à l'Andhra Pradesh de mener une enquête pour déterminer le nombre de tribus déplacées au Chhattisgarh pour leur réhabilitation dans un délai de trois mois. Il y a environ 30 000 tribus qui ont fui le Chhattisgarh à cause du conflit maoïste et qui vivent actuellement dans des conditions déplorables dans 248 colonies dans les forêts d'Odisha, Andhra Pradesh, Telangana et Maharashtra. Cependant, l'enquête n'était pas terminée à la fin de l'année 2019.³⁶

Répression en vertu des lois forestières

Un grand nombre de tribus forestières ont continué à se voir refuser leurs droits en 2019. Selon les informations disponibles auprès du ministère des Affaires tribales, au 31 juillet, un total de 4 237 853 réclamations avaient été déposées en vertu de la loi sur les droits forestiers (*Forests Rights Act-FRA*), dont 41% avaient été rejetés³⁷. Selon la FRA, aucun membre d'une tribu forestière ne sera expulsé des terres qu'il occupe jusqu'à ce que la procédure de reconnaissance et de vérification du règlement des droits forestiers soit terminée. Cependant, ils risquent d'être expulsés malgré les titres de droits forestiers ou les demandes en instance. Par exemple, les tribaux du village de Pathrai dans le district de Sarguja, Chhattisgarh ont dû s'adresser à la Haute Cour de Chhattisgarh après que la *Chhattisgarh Mineral Development Corporation (CMDC)*, une entreprise du secteur public, ait commencé à extraire de la bauxite dans la région où une cinquantaine de titres de droits forestiers individuels ont accordées et 50 autres demandes sont en instance en vertu de la FRA.

De manière pertinente, le PSU (*Public Sector Undertakings*) avait frauduleusement obtenu un «*certificat de non-objection*» du Gram Sabha, dont le consentement est obligatoire pour toute activité de développement en vertu de la loi de 1996 sur les panchayats (extension aux zones programmées) de 1996. Le 3 décembre, la High Court a ordonné au CMDC mettra fin à l'activité minière dans le village.³⁸

Situation des femmes tribales

Les femmes et les filles des tribus en Inde sont privées de nombre de leurs droits. Les droits collectifs et individuels sont violés dans les espaces privés et publics.

La violence sexuelle, la traite, le meurtre / la marque de sorcière, la militarisation ou la violence d'État et l'impact des déplacements de population induits par le développement, etc. sont restés des problèmes majeurs.

Dans son dernier rapport «*Crime in India 2018*», le *National Crime Records Bureau* a déclaré que 1008 femmes tribales, dont 399 enfants, avaient été violées en 2018³⁹.

La justice reste insaisissable ou tardive pour les victimes de violences sexuelles.

Le 5 février, le procès dans l'affaire de viol collectif de femmes tribales, qui aurait été commis par des commandos Greyhound lors d'opérations anti-maoïstes dans le village de Vakapalli dans le district de Visakhapatnam, Andhra Pradesh en 2007, a commencé devant un tribunal spécial après un retard de plus de 12 ans. Le procès a finalement commencé après une lutte sans relâche des survivantes du viol. En août 2007, 11 femmes tribales auraient été violées collectivement par 21 Greyhound Commandos, une force anti-Naxal d'élite de l'Andhra Pradesh.⁴⁰

En Assam, deux pauvres filles tribales *Chakma* qui ont été victimes de trafic et de violences sexuelles doivent encore obtenir une compensation de la part de le gouvernement de l'État malgré l'intervention de la Commission nationale des droits de l'homme (NHRC), suite à une plainte du Centre asiatique des droits de l'homme. Le gouvernement de l'État a informé la NHRC que la sanction financière légale en vertu de la loi SC / ST avait été traitée, mais le montant n'a pas pu être remis aux victimes en raison d'un manque de fonds dans le cadre de l'arrangement⁴¹.

Notes et références

1. Since the Scheduled Tribes or "tribals" are considered India's Indigenous Peoples, these terms are used interchangeably in this text.
2. Government of India Ministry of Home Affairs, 11011 /53/2012-NE-V. Accessed 19 February 2020: https://mha.gov.in/sites/default/files/leld_paths/HLC_Tripura.PDF
3. "Supreme Court stays its Feb 13 order directing eviction of 11.8 lakh forest dwellers" India Today, 28 February 2019: <https://www.indiatoday.in/india/story/supreme-court-stays-its-feb-13-order-directing-eviction-of-11-8-lakh-forest-dwellers-1467541-2019-02-28>
4. Government of India Ministry of Tribal Affairs. 23011/3/2016-FRA, 20 December 2019: <https://tribal.nic.in/FRA/data/MPRJJuly2019.pdf>
5. Government of India Ministry of Environment, Forest and Climate Change. Lok Sabha Unstarred Question No. 4540. Accessed 19 February 2020: <http://loksabhaph.nic.in/Questions/QResult15.aspx?qref=4796&lsno=17>
6. Aggarwal, Mayank "The national policy that governs India's forests has not been updated since 1988". Scroll.in, 11 January 2020: <https://scroll.in/article/949435/the-national-policy-that-governs-indias-forests-has-not-been-updated-since-1988>
7. "Delhi-based Rights group says over 1 lakh STs excluded from Assam NRC". The Hindu, 2 September 2019: <https://www.thehindu.com/news/national/other-states/delhi-based-rights-group-says-over-1-lakh-sts-excluded-from-assam-nrc/article29320506.ece>
8. Saikia, Arunabh "Why Assam government's claim that new policy protects 'indigenous' land rights is misleading". 20 December 2020: <https://scroll.in/article/947325/why-assam-governments-claim-that-new-policy-protects-indigenous-land-rights-is-misleading>
9. Government of Assam, Implementation of Assam Accord. Accessed 19 February 2020: <https://assamaccord.assam.gov.in/portlets/assam-accord-and-its-clauses>
10. Government of India Ministry of Environment, Forest and Climate Change. Press Information Bureau. Government clears misgivings of amendment in the Indian Forest Act, 1927. 15 November 2019: <https://pib.gov.in/newsite/PrintRelease.aspx?relid=194511>
11. Khan, Shajid "Gauhati High Court orders eviction of 'ineligible' from tribal land". The Telegraph, 31 January 2019: <https://www.telegraphindia.com/states/north-east/gauhati-high-court-orders-eviction-of-ineligible-from-tribal-land-in-assam/cid/1731535>
12. "In maiden cabinet decision, Hemant Soren govt withdraws Pathalgadi sedition cases". India Today, 29 December 2019: <https://www.indiatoday.in/india/story/in-maiden-cabinet-decision-hemant-soren-govt-withdraws-pathalgadi-sedition-cases-1632426-2019-12-29>
13. "Madhya Pradesh: 26-yr old rape and murder accused found hanging in lock up". The Times of India, 13 January 2019: <https://timesofindia.indiatimes.com/city/bhopal/madhya-pradesh-26-yr-old-rape-and-murder-accused-found-hanging-in-lock-up/articleshowprint/67510667.cms>
14. "पुलिस की पपटई से बगौ | आदविसी की थाने म मौत, चौकी भारी पनपिबत". News 18, 8 April 2019: <https://hindi.news18.com/news/madhya-pradesh/umaria-death-of-baga-tribal-in-police-station-beating-chowki-incharge-suspended-hydap-1846066.html>

15. "महाराजपुर थाना भारी पर कार वाई के लरि एसपी ने चुनाव आयागे को प लखि" Dainik Bhaskar, 17 April 2019: <https://www.bhaskar.com/mp/sagar/news/mp-news-in-order-to-take-action-on-the-charge-of-maharajpur-police-station-the-sp-wrote-a-letter-to-the-election-commission-085601-4362320.html>
16. "Five policemen suspended in connection with custodial death". The Pioneer, 23 July 2019: <https://www.dailypioneer.com/2019/state-editions/ve-policemen-suspended-in-connection-with-custodial-death.html>
17. "HRF alleges torture of ST youth by police". The Hindu, 14 June 2019: <https://www.thehindu.com/news/cities/Vijayawada/hrf-alleges-torture-of-st-youth-by-police/article27902718.ece>
18. Khan, Shajid "Assam: Victim's father seeks DGP's intervention in custodial torture by Tangla police". The North East Now, 7 August 2019: <https://nenow.in/north-east-news/assam-victims-father-seeks-dgps-intervention-in-custodial-torture-by-tangla-police.html>
19. "Cops in Tamil Nadu's Villupuram ayed for abusing family members of detained tribal men". The New Indian Express, 29 August 2019, <https://www.newindianexpress.com/states/tamil-nadu/2019/aug/29/cops-in-tamil-nadus-villupuram-ayed-for-abusing-family-members-of-detained-tribal-men-2025907.html>
20. Ghatwai, Milind "A night at a police station". The Indian Express, 18 August 2019: <https://indianexpress.com/article/india/a-night-at-a-police-station-madhya-pradesh-tribals-police-5913499/>
21. "Maoists kill three tribals in Gadchiroli suspecting them of being police informers". Hindustan Times, 22 January 2019: <https://www.hindustantimes.com/india-news/maoists-kill-three-tribals-in-gadchiroli-suspecting-them-of-being-police-informers/story-jnBmgMVRQUssUlw7cuSnbK.html>
22. "Tribal man killed by Maoists in Odisha". Business Standard, 12 February 2019: https://www.business-standard.com/article/pti-stories/tribal-man-killed-by-maoists-in-odisha-119021201144_1.html
23. "Madhya Pradesh: Youth shot dead by Maoists on suspicion of being 'informer'". The Times of India, 21 June 2019: <https://timesofindia.indiatimes.com/city/bhopal/madhya-pradesh-youth-shot-dead-by-maoists-on-suspicion-of-being-informer/articleshowprint/69892773.cms>
24. Mohanty, Debabrata "Suspecting them of being informers, Maoists abduct 3 tribals in Odisha; kill 1". Hindustan Times, 30 June 2019, <https://www.hindustantimes.com/india-news/suspecting-them-of-being-informers-maoists-abduct-3-tribals-in-odisha-kill-1/story-NaGmDlPpsEnZsAgfpxE3u0.html>
25. "Maoists kill abducted TRS man, dub him cop informer". The Times of India, 13 July 2019: <https://timesofindia.indiatimes.com/city/hyderabad/maoists-kill-abducted-trs-man-dub-him-cop-informer/articleshowprint/70198777.cms>
26. Bhattacharjee, Sumit "Maoists kill two tribals in Chintapalli". The Hindu, 18 July 2019: <https://www.thehindu.com/news/national/andhra-pradesh/maoists-kill-two-tribals-in-chintapalli/article28535542.ece>
27. "Tribal Man killed by Maoist in Vizag agency in AP". United News of India, 23 October 2019: <http://www.uniindia.com/tribal-man-killed-by-maoists-in-vizag-agency-in-ap/south/news/1768257.html>
28. Kumar, Avinash "Maoists kill two tribal in Bihar branding them police informers". Hindustan Times, 30 December 2019: <https://www.hindustantimes.com/india-news/maoists-kill-two-tribal-in-bihar-branding-them-police-informers/story-BxcAbQR18CHHdJlGhRoGO.html>
29. "Activist urges government to act against Orissa HC order 'diluting' tribal rights". The Times of India, 9 July 2019: <https://timesofindia.indiatimes.com/city/cuttack/activist-urges-govt-to-act-against-hc-order-diluting-tribal-rights/articleshowprint/70133833.cms>
30. "SIT: Tribals owned Umbha land, transfer to society was illegal". The Times of India, 23 November 2019: <https://timesofindia.indiatimes.com/city/lucknow/sit-tribals-owned-umbha-land-transfer-to-society-was-illegal/articleshowprint/72192169.cms>
31. "Govt rectifying Congress' sins in Umbha, will Priyanka apologise for killings here: Adityanath". Business Standard, 13 September 2019: https://www.business-standard.com/article/pti-stories/govt-rectifying-congress-sins-in-umbha-will-priyanka-apologise-for-killings-here-adityanath-119091301068_1.html
32. Mitra, Ritwika "Land woes continue to ail scheduled tribe communities in Chhattisgarh". The New Indian Express, 6 November 2019: <https://www.newindianexpress.com/nation/2019/nov/06/land-woes-continue-to-ail-scheduled-tribe-communities-in-chhattisgarh-2057741.html>
33. Roy, Vasudha "Tension emerges between Chakma villagers and non-state actors in Lunglei District, Mizoram" The Northeast Today, 27 December 2019: <https://archive.northeasttoday.in/tension-emerges-between-chakma-villagers-and-non-state-actors-in-lunglei-district-mizoram/>
34. Barman, Priyanka Deb "Bru refugees claim six have died of starvation in Tripura". Hindustan Times, 7 November 2019: <https://www.hindustantimes.com/india-news/bru-refugees-claim-six-have-died-of-starvation-in-tripura/story-Q3qCFPGgxWlt0q4TeQxBZN.html>
35. See Press Briefing on the Bru agreement on 16.01.2020. Accessed 19 February 2020: https://mha.gov.in/sites/default/files/PR_BruAccord_17012020.pdf
36. "Long walk to home: Rehabilitation of displaced tribals". Deccan Herald, 15 December 2019: <https://www.deccanherald.com/national/north-and-central/long-walk-to-home-rehabilitation-of-displaced-tribals-785712.html>
37. Op. Cit. (4)
38. Kukreti, Ishan "Chhattisgarh High Court prevents PSU from evicting forest rights title holders". Down to Earth, 5 December 2019: <https://www.downtoearth.org.in/news/forests/chhattisgarh-high-court-prevents-psu-from-evicting-forest-rights-title-holders-68290>
39. National Crime Records Bureau, Crime in India 2018, Table 7C.2. Accessed 19 February 2020: <http://ncrb.gov.in/StatPublications/CI/CI2018/pdfs/Table%207C.2.pdf>
40. "Finally, trial begins in Vakapalli rape case". The Times of India, 6 February 2019, <https://timesofindia.indiatimes.com/city/visakhapatnam/nally-trial-begins-in-vakapalli-rape-case/articleshowprint/67857873.cms>
41. National Crime Records Bureau, NHRC Case No. 450/3/14/2012

Tejang Chakma is Head of Research at the Asian Indigenous and Tribal Peoples Network (AITPN).

Source : IWGIA The Indigenous World 2020. Traduction de l'anglais par le GITPA

